Investir dans une éducation de qualité pour favoriser le

développement, la paix et la stabilité

NOTE D'INFORMATION

26 mai 2023

Introduction

L'éducation constitue le fondement de toute société : elle prépare les individus à vivre ensemble au sein d'une même communauté, à participer à la vie politique et à contribuer à la vie économique. Sur le plan individuel, l'éducation peut améliorer l'employabilité, les revenus et la santé des individus. À l'échelle mondiale, l'éducation a le potentiel de transformer les économies par la croissance économique, les innovations et la construction d'une base solide pour la cohésion sociale. L'expérience montre que les pays qui ont investi dans l'enseignement secondaire et supérieur ont pu jouer un rôle précurseur dans la création de nouvelles informations, de nouveaux produits et de nouvelles technologies (Barro et Lee, 2010). Les données fournies par le Forum économique mondial montrent qu'il est nécessaire d'investir dans l'éducation pour pouvoir protéger les économies des chocs soudains et des marchés du travail en pleine évolution. Somme toute, l'éducation est un puissant vecteur de développement, de paix et de stabilité.

Au cours des 50 dernières années, les pays en développement ont nettement amélioré l'accès à l'éducation. Cependant, certaines régions ont accusé du retard, notamment l'Afrique subsaharienne, où les taux d'alphabétisation sont inférieurs à 50 pour cent chez les jeunes. De plus, la qualité de l'enseignement représente encore un véritable défi, c'est-à-dire que même si un enfant est scolarisé, « il ne saura ni lire, ni écrire, ni compter, ou n'acquerra pas les compétences nécessaires à la vie courante ». Comme l'indique le Rapport sur le développement dans le monde de 2018 de la Banque mondiale, « *la scolarisation n'est pas forcément synonyme d'apprentissage* ». De nos jours, sept enfants sur dix ne sont pas capables de lire ni de comprendre un texte simple à l'âge de 10 ans (UNICEF, UNESCO, Banque mondiale, 2022). Les enfants n'acquièrent pas les compétences essentielles en lecture, en écriture et en mathématiques, et ces lacunes d'apprentissage ont des répercussions négatives pour les jeunes qui entrent sur le marché du travail. L'absence d'investissement dans l'apprentissage fondamental des enfants entraîne souvent la transmission de la pauvreté et de la vulnérabilité d'une génération à l'autre.

Compte tenu des crises mondiales concurrentes, telles que les conséquences de la pandémie de COVID-19, le changement climatique et la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, l'importance d'investir dans l'accès et la qualité de l'éducation ne fait plus partie des priorités politiques, mais ces investissements sont plus importants que jamais. Il est essentiel de promouvoir un nouveau discours pour recentrer l'attention sur le sujet, un discours qui rassemble les acteurs du développement, de l'éducation et de la sécurité dans un dialogue plus ciblé. Le CSIS organise cette table ronde afin d'explorer de nouvelles approches pour soutenir les investissements dans le secteur de l'éducation et transformer le discours autour de ce sujet

DRAFT

important. Le bref exposé qui s'ensuit donne un aperçu des tendances en matière d'éducation et un résumé de la littérature qui associe l'éducation au développement, à l'inclusion, à la paix et à la stabilité. Il sert de document de référence pour orienter la discussion et donner quelques idées sur la façon dont le nouveau discours pourrait émerger.

Les enjeux actuels dans le domaine de l'éducation

La pandémie de COVID-19 a réduit à néant bon nombre des progrès réalisés par les pays en développement depuis 2000 en matière d'éducation. D'après l'UNESCO, plus de 1,5 milliard d'élèves et de jeunes dans le monde entier ont subi la fermeture des écoles pendant la pandémie de COVID-19, ce qui a entraîné d'importantes pertes d'apprentissage et de revenus dans toutes les économies. La pandémie a affecté les années de formation des enfants et aura des répercussions sur le potentiel économique des pays. Par conséquent, la Banque mondiale estime que les privations d'apprentissage dues à la pandémie risquent de faire perdre à cette génération 21 000 milliards de dollars de revenus potentiels tout au long de sa vie.

Même avant la pandémie de COVID-19, la pauvreté des apprentissages (c'est-à-dire le fait de ne savoir ni lire ni comprendre un texte simple à l'âge de 10 ans) était très élevée. En effet, 57 pour cent des enfants issus des pays à revenu faible et intermédiaire n'étaient pas capables de lire ni de comprendre une histoire simple à la fin de l'école primaire. En Afrique subsaharienne, ce taux s'élevait à 86 pour cent. La fermeture des écoles pendant la pandémie semble indiquer que la pauvreté des apprentissages à l'échelle mondiale pourrait atteindre environ 70 pour cent. Cela signifie que la pandémie a effacé tous les progrès enregistrés depuis 2000 par les pays à revenu faible et intermédiaire en matière de pauvreté des apprentissages. Par ailleurs, de nombreux pays ont réduit leur niveau de dépenses consacrées à l'éducation au début de la pandémie. Selon les données du rapport *Education Finance Watch* de 2022, « 40 pour cent des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ont réduit leurs dépenses consacrées à l'éducation après le début de la pandémie de COVID-19 en 2020, atteignant une baisse moyenne des dépenses de 13,5 pour cent ».

Dans ce contexte, le monde connaît également des changements démographiques : certaines régions voient leur population vieillir rapidement, tandis que d'autres ont une très forte proportion de jeunes. L'Afrique subsaharienne, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA) sont des régions qui enregistrent actuellement une très forte croissance démographique. Selon les estimations des Nations Unies, plus de la moitié de la croissance démographique dans le monde entre 2022 et 2050 devrait avoir lieu en Afrique et, notamment, la population de l'Afrique subsaharienne devrait doubler d'ici à 2050. Une tendance préoccupante est que la plupart de ces nouvelles générations sont nées dans des zones géographiques en proie à la violence et aux conflits, et doivent faire face à de nombreux défis de développement concurrents, tels que les insurrections, les épidémies, les déplacements de population et l'instabilité régionale. D'après l'OCDE, 60 pays figurent dans la catégorie des contextes fragiles, dont 40 se trouvent en Afrique subsaharienne et dans la région MENA[1]. Bien que ces pays ne représentent qu'un quart de la population mondiale, ils abritent les trois quarts des personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans le monde. D'ici 2030, 86 pour cent des personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans le monde se trouveront dans ces contextes fragiles.

[1] L'OCDE définit la fragilité comme la conjonction d'une exposition à des risques et d'une capacité insuffisante de l'État, d'un système ou d'une communauté à gérer, absorber ou atténuer ces risques. La fragilité peut avoir des conséquences négatives, notamment la violence, la pauvreté, les inégalités, les déplacements et la dégradation de l'environnement et de la situation politique. La fragilité se mesure sur une échelle d'intensité et est exprimée de différentes manières à travers les dimensions économique, environnementale, politique, sécuritaire et sociale, avec une sixième dimension, la dimension humaine, qui a été ajoutée dans les États de fragilité 2022.

L'éducation constitue le fondement de la paix et de la stabilité

Dans ces contextes fragiles, près des trois quarts de la population ont moins de 30 ans. Les jeunes ont de grands espoirs et de grandes ambitions pour leur avenir. Par ailleurs, ils possèdent l'enthousiasme et les capacités nécessaires pour contribuer de façon utile à leurs communautés et à leurs économies. C'est l'occasion d'offrir à ces nouvelles générations une éducation de qualité et des possibilités de dialoguer et d'apprendre pour qu'elles soient convenablement formées et se sentent capables de trouver des solutions aux problèmes les plus complexes du monde, à l'échelle communautaire, nationale et mondiale.

Les investissements dans une éducation de qualité constituent un outil précieux pour pouvoir bâtir des économies solides, ainsi que des sociétés pacifiques et stables. Les établissements d'enseignement devraient préparer et doter les jeunes des compétences requises sur le marché du travail. De nombreuses études établissent une corrélation positive entre l'augmentation du capital humain et les résultats économiques, tels que des salaires plus élevés, de meilleurs taux d'activités et une croissance plus forte du produit intérieur brut (PIB). Parmi les investissements dans le capital humain figurent l'enseignement primaire et secondaire, la couverture sanitaire universelle et les transferts sociaux. Des niveaux plus élevés de capital humain permettent également de renforcer la cohésion sociale et de bâtir des sociétés plus pacifiques et inclusives.

Il est non seulement important d'acquérir les bonnes compétences pour se préparer au marché du travail, mais aussi pour favoriser l'émergence de sociétés plus ouvertes, inclusives et stables. L'éducation favorise la paix et la stabilité lorsque les enfants et les jeunes ont un accès équitable à une éducation de qualité, par le biais de contenus et d'outils (comme la technologie) et l'acquisition de compétences sociales et émotionnelles, et de compétences nécessaires à la vie courante. À une époque où les technologies évoluent rapidement, il est primordial que les jeunes apprennent à utiliser les technologies numériques (les matériels et les logiciels) en toute sécurité et de manière appropriée. Selon le Forum économique mondial, l'habileté numérique fait désormais partie de l'éventail de compétences du XXI^{e} siècle et permet de renforcer les démocraties grâce à l'engagement et à la participation des citoyens avec des outils numériques, tels que l'internet et les applications mobiles. Face à la montée de l'autoritarisme numérique, à la propagation de fausses informations et à la désinformation, les jeunes générations devraient acquérir de solides compétences numériques pour construire des sociétés plus ouvertes.

« L'éducation est tout simplement la consolidation de la paix sous un autre nom. C'est la forme la plus efficace de dépenses de défense qui soit. »

------ Kofi Annan, ancien secrétaire général des Nations Unies, 1999

Cependant, dans de nombreux contextes fragiles et conflictuels, les jeunes ne disposent pas des perspectives économiques et éducatives nécessaires pour atteindre leur plein potentiel. Pour un grand nombre d'enfants et de jeunes, ces aspirations restent un rêve. Les enfants qui vivent dans des pays fragiles et en proie à des conflits risquent deux fois plus de ne pas aller à l'école que ceux qui vivent dans des pays qui ne sont pas touchés par des conflits. À l'échelle mondiale, près de

DRAFT

75 millions de jeunes étaient au chômage en 2021. Le plus inquiétant est qu'une petite proportion de jeunes (soit 282 millions) sont sans emploi et ne suivent ni études ni formation (NEET) et sont souvent inemployables en raison d'un manque d'opportunités et de ressources[2]. Ce n'est souvent pas un choix. Cependant, de nombreux jeunes, même très instruits, ne sont pas suffisamment préparés pour répondre aux besoins actuels du marché du travail. Les diplômés éprouvent des difficultés à trouver des emplois qui correspondent à leurs attentes, et beaucoup sont sous-qualifiés pour occuper les postes auxquels ils aspirent dès lors qu'ils ne disposent pas des compétences adaptées à l'emploi que les employeurs valorisent et exigent de plus en plus[3]. Dans de nombreux pays, le système éducatif et les centres de formation ne sont pas adaptés aux besoins du marché du travail. Dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), les diplômés universitaires représentent 30 à 40 pour cent de l'ensemble des chômeurs[4].

Pour de nombreux jeunes, l'éducation peut représenter une source de frustration plutôt qu'une promesse d'emploi et de revenus plus élevés[5]. Ces privations peuvent aliéner les jeunes de leur désir de contribuer à la société. Les recherches ont identifié la « privation relative » (qui se définie comme l'absence d'opportunités par rapport aux attentes) comme étant l'un des principaux facteurs de radicalisation, où le manque d'emplois de qualité pour les personnes instruites peut souvent conduire à la frustration et au désespoir.

Il existe une corrélation (et non une causalité) entre les jeunes chômeurs, l'explosion démographique des jeunes et la violence[6]. Les jeunes qui ne sont pas en mesure de participer activement au marché du travail peuvent être la cible d'organisations criminelles ou de groupes terroristes internationaux, ou être recrutés comme enfants soldats. Par ailleurs, les jeunes sont les plus enthousiastes et disposés à émigrer vers des pays qui offrent de meilleures perspectives économiques[7]. Un manuel de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime montre que les enfants non scolarisés sont les plus vulnérables face à la criminalité et sont les proies les plus faciles pour les groupes terroristes qui souhaitent les recruter. Par exemple, depuis 2009, environ 8 000 enfants ont été recrutés par *Boko Haram* au Nigéria et le nombre d'enfants recrutés par *Al-Shabaab* au Kenya, le *Mouvement pour l'unicité et le jihad* en Afrique de l'Ouest et le groupe *Abu Sayyaf* aux Philippines ne cesse d'augmenter. Les enfants recrutés par les groupes terroristes servent souvent d'espions et sont souvent conditionnés pour devenir des boucliers humains et faire exploser des bombes.

---

[2] Les jeunes considérés comme NEET ne sont pas nécessairement inaptes au travail. Il est possible qu'ils recherchent activement un emploi et qu'ils soient déjà qualifiés, qu'ils soient en transition entre deux emplois ou qu'ils s'occupent d'une personne âgée de sa famille.

[3] IYF, « *A Future Youth Want 2017 Annual Report* », IYF, 2017, https://iyfnet.org/annual-report/2017/.

[4] Forum économique mondial (FEM), « *The Future of Jobs and Skills in the Middle East and North Africa* », FEM, mai 2017, http://www3.weforum.org/docs/WEF_EGW_FOJ_MENA.pdf.

[5] https://theconversation.com/young-people-in-the-middle-east-struggle-to-see-a-promising-future-179927

[6] Henrik Urdal, « *A Clash of Generations? Youth Bulges and Political Violence* », Nations Unies, 22 juillet 2011, http://www.un.org/esa/population/meetings/egm-adolescents/p10_urdal.pdf ; Christopher Cramer, « *Unemployment and Participation in Violence* », Banque mondiale, 16 novembre 2010, https://gsdrc.org/wp-content/uploads/2015/07/JobsUnemploymentViolenceRP.pdf

[7] Henrik Urdal, « *A Clash of Generations* » ; République fédérale du Nigéria, « *National Policy on Labour Migration 2014* », Organisation Internationale pour les migrations (OIM), 2015, http://publications.iom.int/system/files/pdf/national_policy_labour_migration.pdf.

Quant à l'extrémisme, bien que les dirigeants mondiaux aient plaidé en faveur d'une augmentation de l'aide et du soutien à l'éducation pour lutter contre le terrorisme, les corrélations entre l'éducation, la pauvreté et le terrorisme s'avèrent indirectes et complexes. Les études portant sur la relation entre l'extrémisme et l'éducation ne font pas l'objet d'un large consensus. *Azam et Thelen* (2008) concluent que « le niveau d'aide étrangère perçu réduit les attaques terroristes générées par les pays bénéficiaires, tout comme le niveau d'instruction du pays bénéficiaire ». *Bhathia et Ghanem* (2017) ont constaté que *l'éducation associée à un manque d'opportunités* dû à des facteurs économiques ou externes pouvait susciter un plus grand intérêt envers les activités terroristes. En revanche, une étude réalisée par *Pisoiu et Hain's* intitulée « Les théories du terrorisme » montre que les individus instruits participent de façon disproportionnée aux activités terroristes s'ils pensent qu'ils exerceront des fonctions de leader au sein de l'organisation, ou s'ils s'identifient fortement aux objectifs de l'organisation, par rapport aux individus moins instruits. Les personnes qui commettent des actes de terrorisme ou rejoignent des organisations terroristes appartiennent à des catégories de richesse et d'instruction équivalentes ou supérieures aux niveaux de pauvreté et d'instruction de leur pays. L'étude de cas menée par *Alan B. Krueger et Jitka Maleckova* sur l'organisation *Hezbollah* au Liban a révélé que « l'éducation est positivement corrélée à la probabilité de devenir un combattant du Hezbollah ».

L'éducation en tant que vecteur d'inclusion sociale

Plusieurs indicateurs mettent en évidence la manière dont le manque d'éducation peut directement ou indirectement entraîner un conflit. Bien que le rapport entre l'éducation et la prospérité économique semble être la corrélation la plus souvent citée, les corrélations entre l'éducation, l'inclusion sociale et l'identité nationale sont autant importantes. L'inégalité en matière d'éducation entre les sous-groupes, à la fois ethniques et religieux, au sein d'une nation constitue un bon indicateur de l'aggravation des conflits internes. Les pays présentant des niveaux élevés d'inégalités horizontales en ce qui concerne le nombre moyen d'années de scolarité sont nettement plus à risque de connaître des conflits violents. L'inégalité en matière d'accès à l'éducation au niveau infranational peut être un indicateur de l'absence d'autonomie politique et économique. Selon cet argument, un manque d'éducation peut entraîner des déséquilibres dans le tissu social même d'un État et renforcer les alliances de groupe régressives. Il a également été prouvé que des salaires ou un niveau d'instruction moins élevés sont plus susceptibles d'inciter une personne à commettre des crimes contre les propriétés.

Les inégalités en matière d'éducation touchent de manière disproportionnée les femmes, qui sont confrontées à des résultats d'apprentissage médiocres et n'ont pas accès à une éducation de qualité. Dans le monde, environ 32 millions de filles en âge de fréquenter l'école primaire et 97 millions de filles en âge de fréquenter le cycle secondaire ne sont pas scolarisées. Dans les pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence, les filles ont 2,5 fois plus de probabilité ne pas être scolarisées que les garçons du même âge, et ont 90 pour cent plus de probabilité de ne pas être scolarisées que les filles du même âge vivant dans des pays qui ne sont pas touchés par la fragilité, les conflits et la violence. L'éducation des filles peut avoir une incidence considérable sur les revenus, le niveau de vie, la fécondité, la croissance démographique, la santé, la nutrition, le capital social et les institutions. L'éducation des filles et la promotion de l'égalité des genres permettent aux femmes de participer activement au marché du travail et contribuent à améliorer les résultats en matière de développement. Outre les résultats socio-économiques positifs, la littérature souligne que l'autonomisation des femmes et l'égalité des genres sont également associées à la paix et à la stabilité au sein d'une société[8].

Le rapport pionnier réalisé par les Nations Unies et la Banque mondiale en 2018 et intitulé « Chemins pour la paix : Approches inclusives pour la prévention des conflits violents », souligne que le statut des femmes par rapport à celui des hommes est un indicateur significatif de la propension d'un pays à connaître un conflit violent en général. L'étude établit un lien explicite entre l'égalité des genres et la participation des femmes à la société, d'une part, et la capacité d'un pays à rétablir la paix, d'autre part. Les pays où seulement 10 pour cent des femmes participent à la main-d'œuvre ont 30 fois plus de probabilité de connaître un conflit interne que les pays où 40 pour cent des femmes participent à la main-d'œuvre. Par ailleurs, l'étude a montré que lorsque les organisations de femmes participent aux négociations de paix, la probabilité d'aboutir à un règlement pacifique est plus élevée. Parmi les politiques susceptibles de favoriser l'inclusion et de réduire le risque de conflit violent qui ont été mises en évidence dans l'étude, figurent les investissements ciblés dans une région marginalisée, l'engagement des jeunes dans des activités

[8] https://www.inclusivesecurity.org/publication/why-women-inclusive-security-and-peaceful-societies/#:~:text=Beyond%20their%20roles%20as%20intermediaries,divides%20cracked%20open%20by%20confl ict.

utiles, l'investissement dans l'éducation des femmes et la mise en place de mécanismes de gestion des plaintes.

Conclusion

À une époque caractérisée par des changements sociaux, technologiques et économiques rapides, il est primordial d'investir dans le capital humain et, en particulier, dans l'éducation pour renforcer la résilience des pays. L'éducation renforce la résilience au niveau de l'individu, du ménage, de la communauté et du pays. Comme le souligne l'OCDE, « les investissements dans le capital humain peuvent être une source de résilience à long terme et contribuer à garantir le bien-être des sociétés futures, en particulier dans les pays où la population jeune est importante ». Par conséquent, l'éducation est essentielle en période d'incertitude où les compétences et les connaissances peuvent favoriser la reprise et l'innovation, et faire évoluer la société sur une voie qui conduit au développement, à la paix et à la sécurité.